



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2013**

**GROUPE III
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA
COORDINATION DE LA SECURITE
MARITIME, DE LA SURETE MARITIME ET
DE LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT MARIN
(HASSMAR)**

RAPPORT DEFINITIF

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal
Ce document contient 26 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/OS/2015-05/580



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	5
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	14
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	14
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	14
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité audité (article 53 du CMP)	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	17
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	17
3.2.6 Marchés conclus par DRP	17
3.2.7 Marchés passés par Entente Directe	18

3.2.8	<i>Avenants</i>	18
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	18
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	18
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	18
3.4	<i>Constats relatifs au contrôle de matérialité</i>	18
4.	SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	20
5.	SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	22
6.	STATISTIQUES DES ANOMALIES	23
7.	ANNEXES	24
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	24
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	26

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HASSMAR	Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement marin
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès-verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- ✚ la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
- ✚ et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées à l'annexe 1, ci-joint, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :





- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;**

- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

-  La vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés qu'elle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
-  la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
-  l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
-  En fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

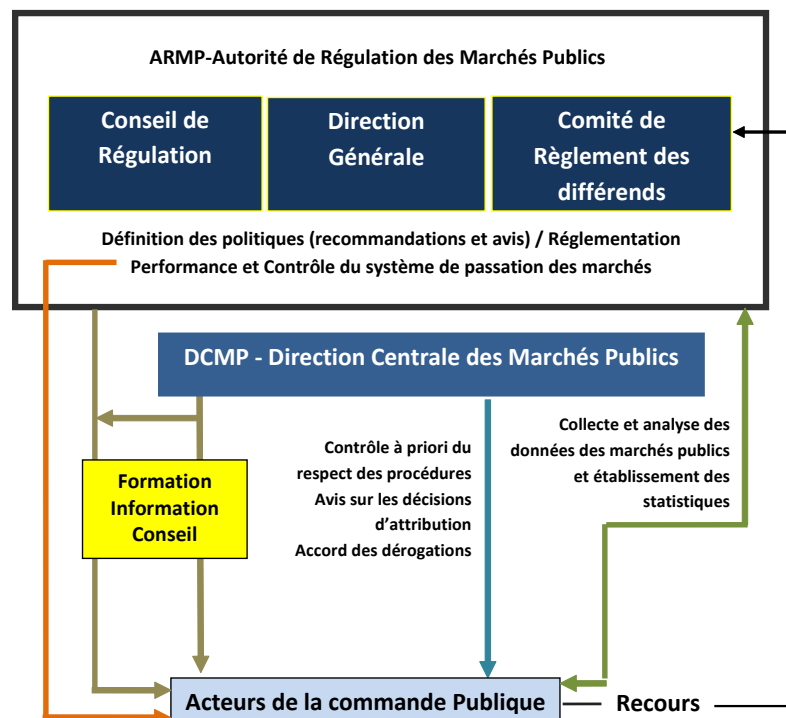
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



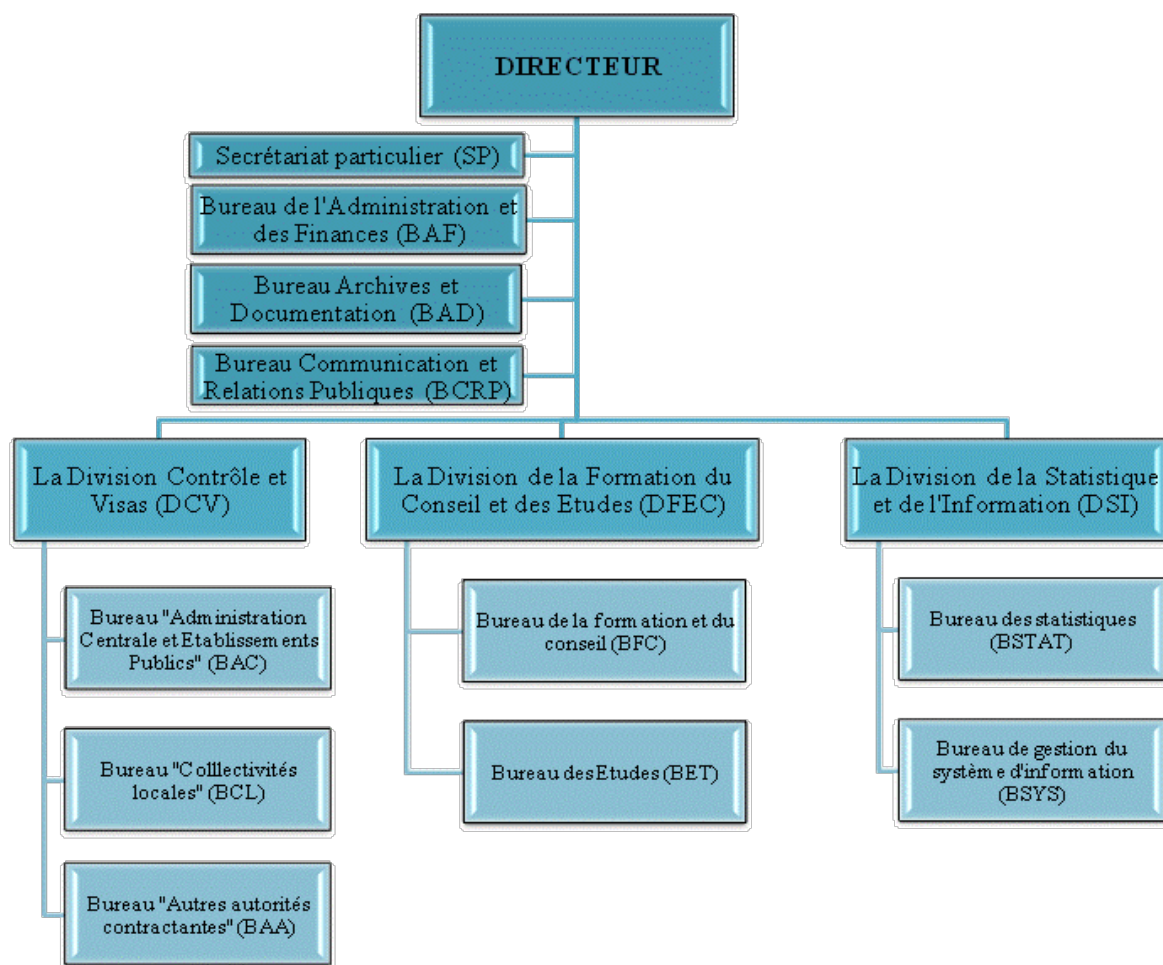
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHESE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

- ✚ La Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement marin, désignée sous le sigle HASSMAR est une structure administrative autonome, à vocation opérationnelle, rattachée à la Primature et placée sous la tutelle technique du Ministère des Forces armées.
- ✚ Ses compétences s'exercent dans les eaux maritimes et fluviales sous juridiction sénégalaise et s'étendent pour la recherche et le sauvetage, à la zone maritime placée par l'OMI sous la responsabilité du Sénégal.
- ✚ Elles concernent la coordination des interventions d'urgence en mer, sur les fleuves et dans les périmètres portuaires, conformément à un plan national d'interventions d'urgence, la prévention des risques liés à la sécurité et à la Sûreté maritime ainsi qu'à la protection de l'environnement marin et enfin, la régulation de l'interaction entre différentes administrations concernées par l'action de l'Etat en mer.

3.1.2 Commission des marchés

- ✚ Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant la commission des marchés de l'HASSMAR. La décision n°003/HASSMAR/SG portant désignation des membres de la commission des marchés de la HASSMAR en date du 02 janvier 2013, a été transmise à la DCMP en date du 02 Janvier 2013 par courrier référencé 005/HASSAMAR/SG et à l'ARMP à la même date par courrier référencé 005/HASSAMAR/SG.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

- ✚ Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant la cellule de passation des marchés de l'HASSMAR. La décision n°001/HASSMAR/SG portant désignation des membres de la cellule de passation des marchés de la HASSMAR en date du 02 janvier 2013, a bien été transmise à la DCMP et à l'ARMP, en atteste les courriers de transmission.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

- ✚ La Cellule de Passation des Marchés de l'HASSMAR a produit un rapport annuel et des rapports trimestriels pour la gestion 2013. Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant les rapports produits.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

- ✚ Nous avons bien obtenu le plan de passation des marchés de la HASSMAR pour la gestion 2013. Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures sur le Plan de Passation des Marchés.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

- Nous avons obtenu la preuve de la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés, qui date du 18 janvier 2013, conformément à l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation. Nous n'avons pas de constats concernant l'avis général de passation des marchés.

3.1.6 Archivage des dossiers

- Nous n'avons pas relevé d'anomalies concernant l'archivage des dossiers de marchés de la HASSMAR.

3.1.7 Autres

✚ Nous avons obtenu les documents demandés relatifs à la comptabilité

- Etats financiers,
- Balance générale,
- Grand livre des immobilisations,
- Balance auxiliaire des fournisseurs
- etc...

de la HASSMAR pour réaliser les contrôles ci-dessous :

- s'assurer que toutes les dépenses comptabilisées (immobilisations, autres dépenses, etc..) ont fait l'objet de marchés (lorsque le seuil est atteint)
- s'assurer qu'il n'y a pas eu de fractionnement ;
- s'assurer de l'exhaustivité de la liste des marchés reçue.

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant les documents comptables de la HASSMAR.

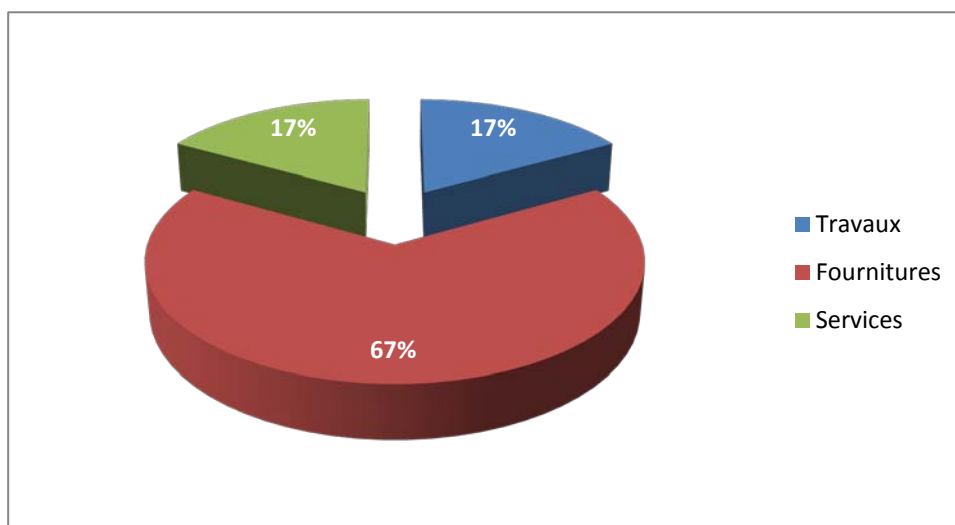
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1 Echantillon

- Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par la Primature.
- La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	53 588 700	1	53 588 700	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	6	148 612 667	6	148 612 667	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	7	202 201 367	7	202 201 367	100%	100%

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 67% de marchés de fournitures pour un montant de 96 314 271 FCFA
- 17% de marchés de services pour un montant de 4 965 440 CFA TTC
- 17% de marchés de travaux pour un montant de 47 332 956 FCFA

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ³ / SA ⁴ à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

³ Sociétés Nationales

⁴ Sociétés Anonymes

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP

N/A

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP

Nous avons relevé les constats suivants sur le marché ci-dessous :

AOO : Acquisition de véhicules » d'un montant de 49 500 000 FCFA TTC pour le lot 1 attribué à Matforce et d'un montant de 4 088 700 FCFA TTC attribué à La Sénégalaise de l'automobile pour le lot 2

- Nous n'avons pas la preuve de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. Nous avons bien obtenu la feuille de présence des soumissionnaires à l'ouverture des offres. Toutefois celle-ci ne mentionne pas la transmission du PV aux soumissionnaires, en violation de l'article 67 du CMP.
- Les délais de livraison n'ont pas été respectés et les pénalités de retard de 0,5% par semaine, n'ont pas été appliquées. En effet, le délai prévu pour le lot 1 est une semaine après la notification et pour le lot 2 immédiatement après la notification. Pour le lot 1 attribué à Matforce, la notification date du 28 mars et le PV de réception date du 11 avril. Pour le lot 2 attribué à La Sénégalaise, la notification date du 29 mars et le bordereau de livraison du 26 avril.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Le mode Appel d'Offres Restreint n'a pas été utilisé par la HASSMAR pour la gestion 2013.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

La HASSMAR n'a pas lancé de marchés de prestations intellectuelles pour la gestion 2013.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous avons relevé les constats sur les marchés revus ci-dessous :

- Les PV d'attribution des marchés ne sont pas approuvés par le Secrétaire général de la HASSMAR pour l'ensemble des DRP.
- Les lettres d'invitation, des DRP qui suivent, ne sont accompagnées d'un projet de contrat, en violation du circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics.
 - la DRP « acquisition de véhicules » pour un montant de 29 475 000 FCFA attribué à Matforce,
 - la DRP « Réhabilitation de la station côtière de Saint Louis » pour un montant de 47 332 956 FCFA attribué à ETS la vallée.
- Les pénalités de retard ne sont mentionnées ni dans les bons de commandes ni dans les lettres de marché ou contrat pour les DRP suivantes :
 - la DRP « Réparation de véhicules » pour un montant de 4 965 440 FCFA TTC attribué à Garage Momar Ndiaye,

- la DRP « Acquisition de matériels de bureau » pour un montant de 27 895 200 FCFA TTC attribué à Daoud Bureaux,
- la DRP « Acquisition de matériels informatiques » pour un montant de 27 967 121 FCFA TTC attribué à System Management Karamatours,
- la DRP « Achat de fournitures de bureau et consommables informatiques » pour un montant de 4 991 400 FCFA TTC attribué à General Trade & Events pour le lot 1 et de 5 985 550 FCFA TTC attribué à Négoc Network pour le lot 2.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

La HASSMAR n'a pas utilisé le mode Entente directe pour la gestion 2013.

3.2.8 Avenants

Il n'y a pas eu d'avenant sur les marchés passés par la HASSMAR pour la gestion 2013.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons décelé aucun cas de fractionnement pour les DRP revues.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Nous n'avons pas rencontré de marché passé en 2013 par la HASSMAR et ayant fait l'objet d'un recours.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant l'exécution financière des marchés passés par la HASSMAR pour la gestion 2013.

3.4 Constats relatifs au contrôle de matérialité

AOO : Acquisition de véhicules » d'un montant de 49 500 000 FCFA TTC pour le lot 1 attribué à Matforce et d'un montant de 4 088 700 FCFA TTC attribué à La Sénégalaise de l'automobile pour le lot 2

1. Nous avons procédé au contrôle de matérialité des acquisitions concernant les 2 lots de l'AOO : acquisition de 3 véhicules SUV 4X4 station wagon pour le lot 1 et acquisition de 3 scooters pour le lot 2. Nous avons fait les constats suivants :
 - Pour le lot 1, nous avons constaté l'existence des 3 véhicules SUV 4X4 station wagon immatriculés AD 20458, AD 20460 et AD 20459. Nous avons également pu nous assurer que les modèles requis dans le DAO ont été respectés en comparant les spécifications techniques aux cartes grises reçues, et que les acquisitions appartiennent à la HASSMAR.
 - Pour le lot 2, nous avons constaté l'existence d'un seul scooter immatriculé AD20589, et dont les spécifications techniques correspondent au DAO. Concernant, les 2 autres scooters, nous avons été informés de leur vol. Nous avons reçu les déclarations de perte des 2 scooters immatriculés AD 20591 et AD 20590. Toutefois, concernant le scooter immatriculé AD 20591, nous avons pu obtenir la carte grise et nous nous sommes assuré du respect des spécifications techniques. Enfin, nous avons pu nous assurer que les scooters AD 20589 et AD 20591 aient été acquises pour la HASSMAR.

DRP « acquisition de véhicules » pour un montant de 29 475 000 FCFA attribué à Matforce

Nous avons procédé également au contrôle de matérialité des acquisitions concernant les 2 lots de la DRP : acquisition de 2 véhicules berlines ordinaires et 1 véhicule de servitude berline ordinaire pour le lot 2. Nous avons fait les constats suivants :

- Pour le lot 1, nous avons constaté l'existence des 2 véhicules berlines ordinaires immatriculés AD 20945 et AD 20944. Nous avons également pu nous assurer que les modèles requis dans le DAO ont été respectés en comparant les spécifications techniques aux cartes grises reçues, et que les acquisitions appartiennent à la HASSMAR.
- Pour le lot 2, nous avons constaté l'existence du véhicule immatriculé AD 20943. Toutefois, sur les spécifications techniques, la cylindrée minimale requise est de 1380 cc minimum, alors que le véhicule acquis présente une cylindrée de 1197cm3.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
A00		
1	Nous n'avons pas obtenu le document justifiant la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. Nous avons bien obtenu la feuille de présence des soumissionnaires. Toutefois celle-ci ne mentionne pas la transmission effective du PV aux soumissionnaires, en violation de l'article 67 du CMP.	Nous recommandons à la HASSMAR de transmettre les PV d'ouverture signés par les membres de la commission aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP.
2	Les délais de livraison n'ont pas été respectés et les pénalités de retard de 0,5% par semaine, n'ont pas été appliquées. En effet, le délai prévu pour le lot 1 est une semaine après la notification et pour le lot 2 immédiatement après la notification. Pour le lot 1 attribué à Matforce, la notification date du 28 mars et le PV de réception date du 11 avril. Pour le lot 2 attribué à La Sénégalaise, la notification date du 29 mars et le bordereau de livraison du 26 avril.	Nous recommandons à la HASSMAR de veiller au respect des délais de livraison et à l'application des pénalités de retard.
DRP		
1	Les PV d'attribution des marchés ne sont pas approuvés par le Secrétaire général de la HASSMAR pour l'ensemble des DRP.	Nous recommandons à la HASSMAR de faire approuver les PV d'attribution des marchés par le Secrétaire général
2	Les lettres d'invitation, des DRP qui suivent, ne sont pas accompagnées d'un projet de contrat, en violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics. <ul style="list-style-type: none"> la DRP « acquisition de véhicules » pour un montant de 29 475 000 FCFA attribué à Matforce, la DRP « Réhabilitation de la station côtière de Saint Louis » pour un montant de 47 332 956 FCFA attribué à ETS la vallée. 	Nous recommandons à la HASSMAR de joindre le projet de contrat aux lettres d'invitation conformément au dossier type de DRP élaboré est diffusé par l'ARMP.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
3	<p>Les pénalités de retard ne sont pas mentionnées ni dans les bons de commande ni sur la lettre de marchés ou contrat pour les DRP suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la DRP « Réparation de véhicules » pour un montant de 4 965 440 CFA TTC attribué à Garage Momar Ndiaye, la DRP « Acquisition de matériels de bureau » pour un montant de 27 895 200 CFA TTC attribué à Daoud Bureaux, la DRP « Acquisition de matériels informatiques » pour un montant de 27 967 121 CFA TTC attribué à System Management Karamatours, la DRP « Achat de fournitures de bureau et consommables informatiques » pour un montant de 4 991 400 CFA TTC attribué à General Trade & Events pour le lot 1 et de 5 985 550 CFA TTC attribué à Négoc Network pour le lot 2. 	Nous recommandons à la HASSMAR d'indiquer les clauses de pénalités de retard.
4	<p>Pour le lot 2 de la DRP « acquisition de véhicules » d'un montant de 29 475 000 FCFA attribué à Matforce, nous avons constaté l'existence du véhicule immatriculé AD 20943. Toutefois, sur les spécifications techniques, la cylindrée minimale requise est de 1380 cc minimum, alors que le véhicule acquis présente une cylindrée de 1197.</p>	Nous recommandons à la HASSMAR de respecter les spécifications techniques requises dans les dossiers de marchés.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 2011	Niveau d'application
1	Les commissions des marchés et de réception sont présidées par le Secrétaire général de la HASSMAR.	Résolu
2	La HASSMAR n'a pas de fichier de fournisseurs agréés.	Résolu
3	Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leur offre.	Résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Anomalies /Marchés	AOO	DRP 1 Acquisi tion véhi- cule	DRP 2 Réhabilita tion	DRP 3 Répara tion véhi- cule	DRP 4 Maté riels de bureau	DRP 5 Matériels informa tiques	DRP 6 Consom mables informa tiques	TOTAL	Statisti ques des anoma lies
Absence de preuve de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires	1							1	100%
Défaut de respect des délais de livraison	1							1	100%
Défaut d'approbation des PV d'attribution des marchés par le Secrétaire général de la HASSMAR		1	1	1	1	1	1	6	100%
Absence de projet de contrat dans les lettres d'invitation		1	1	1				3	50%

7. ANNEXES

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la HASSMAR
A00			
1	Nous n'avons pas obtenu le document justifiant la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. Nous avons bien obtenu la feuille de présence des soumissionnaires. Toutefois celle-ci ne mentionne pas la transmission effective du PV aux soumissionnaires, en violation de l'article 67 du CMP.	Nous recommandons à la HASSMAR de transmettre les PV d'ouverture signés par les membres de la commission aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP.	<i>Nous prenons acte et promettons d'y remédier même si cela n'a pas d'impact sur le bon déroulement de la procédure.</i>
2	Les délais de livraison n'ont pas été respectés et les pénalités de retard de 0,5% par semaine, n'ont pas été appliquées. En effet, le délai prévu pour le lot 1 est une semaine après la notification et pour le lot 2 immédiatement après la notification. Pour le lot 1 attribué à Matforce, la notification date du 28 mars et le PV de réception date du 11 avril. Pour le lot 2 attribué à La Sénégalaise, la notification date du 29 mars et le bordereau de livraison du 26 avril.	Nous recommandons à la HASSMAR de veiller au respect des délais de livraison et à l'application des pénalités de retard.	<i>Les remarques sont notées. Néanmoins, pour le cas des véhicules, il est difficile de contrôler les délais. En effet, les véhicules étaient disponibles dès la signature du contrat mais la procédure d'immatriculation, au niveau du service des mines, a pris un peu de temps, ce qui n'est pas de la faute des fournisseurs.</i>
DRP			
1	Les PV d'attribution des marchés ne sont pas approuvés par le Secrétaire général de la HASSMAR pour l'ensemble des DRP.	Nous recommandons à la HASSMAR de faire approuver les PV d'attribution des marchés par le Secrétaire général	<i>Nous prenons acte. Seulement, dans la procédure spécifique de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) telle que prévue par les dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics, notre interprétation était que l'approbation des PV d'attribution par le Secrétaire général n'était pas nécessaire.</i> <u>Avis du cabinet :</u> <i>Il s'agit là d'une recommandation pour que l'autorité compétente ait une visibilité sur les DRP passées pour plus de contrôle.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la HASSMAR
2	<p>Les lettres d'invitation, des DRP qui suivent, ne sont pas accompagnées d'un projet de contrat, en violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics.</p> <ul style="list-style-type: none"> la DRP « acquisition de véhicules » pour un montant de 29 475 000 FCFA attribué à Matforce, la DRP « Réhabilitation de la station côtière de Saint Louis » pour un montant de 47 332 956 FCFA attribué à ETS la vallée. 	Nous recommandons à la HASSMAR de joindre le projet de contrat aux lettres d'invitation conformément au dossier type de DRP élaboré est diffusé par l'ARMP.	<i>Nous prenons acte.</i>
3	<p>Les pénalités de retard ne sont pas mentionnées ni dans les bons de commande ni sur la lettre de marchés ou contrat pour les DRP suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la DRP « Réparation de véhicules » pour un montant de 4 965 440 CFA TTC attribué à Garage Momar Ndiaye, la DRP « Acquisition de matériels de bureau » pour un montant de 27 895 200 CFA TTC attribué à Daoud Bureaux, la DRP « Acquisition de matériels informatiques » pour un montant de 27 967 121 CFA TTC attribué à System Management Karamatours, la DRP « Achat de fournitures de bureau et consommables informatiques » pour un montant de 4 991 400 CFA TTC attribué à General Trade & Events pour le lot 1 et de 5 985 550 CFA TTC attribué à Négoc Network pour le lot 2. 	Nous recommandons à la HASSMAR d'indiquer les clauses de pénalités de retard.	<i>Pour les pénalités, nous prenons acte des recommandations formulées.</i>
4	Pour le lot 2 de la DRP « acquisition de véhicules » d'un montant de 29 475 000 FCFA attribué à Matforce, nous avons constaté l'existence du véhicule immatriculé AD 20943. Toutefois, sur les spécifications techniques, la cylindrée minimale requise est de 1380 cc minimum, alors que le véhicule acquis présente une cylindrée de 1197.	Nous recommandons à la HASSMAR de respecter les spécifications techniques requises dans les dossiers de marchés.	

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la HASSMAR
DRP			
1	Les PV d'attribution des marchés ne sont pas approuvés par le Secrétaire général de la HASSMAR pour l'ensemble des DRP.	Nous recommandons à la HASSMAR de faire approuver les PV d'attribution des marchés par le Secrétaire général	<p><i>Nous prenons acte. Seulement, dans la procédure spécifique de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) telle que prévue par les dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics, notre interprétation était que l'approbation des PV d'attribution par le Secrétaire général n'était pas nécessaire.</i></p> <p><u>Avis du cabinet :</u> <i>Il s'agit là d'une recommandation pour que l'autorité compétente ait une visibilité sur les DRP passées pour plus de contrôle.</i></p>